



27 novembre 2011

*Faire main basse sur les états, prochaine étape du
capitalisme européen*

Le mot démocratie n'a aucun sens au sein du système capitaliste. Les travailleurs d'où qu'ils soient, ont toujours arraché leurs acquis par les luttes. Le vote « démocratique » dans la conception capitaliste, ne sert qu'à mettre en place un pouvoir politique au service du capitalisme qui tire ainsi sa « légitimité » des urnes pour imposer ses décisions et dominer les peuples. Les exemples ne manquent pas aujourd'hui avec la « crise » que le capital veut faire payer aux populations. En Europe, ce ne sont pas moins de 7 gouvernements qui ont été remplacés, d'autres n'en doutons pas, vont subir le même sort dans les mois qui viennent.

Ces gouvernements, à la botte du capital mais confrontés aux luttes, n'ont pas pu aller assez loin dans les décisions que les grandes puissances européennes leur dictaient. C'est particulièrement évident et visible pour ce qui concerne la Grèce, l'Espagne et l'Italie, mais ce sont tous les pays européens qui sont visés. Le capitalisme n'accepte plus de gouvernements nationaux. Même très complaisants, ils représentent un obstacle à son développement. Le capital veut dominer tous les peuples sans aucune contrainte. En Europe, il a choisi l'Allemagne et la France, les deux plus grandes puissances dans la zone, pour mener le bal. La volée de bois vert infligée par A. Merkel et N. Sarkozy à Papandréou, ex premier ministre grec lors de l'épisode du référendum, en est une démonstration. On le voit aujourd'hui avec la multiplication des rencontres franco-allemandes dans le seul but d'organiser une « économie européenne fédérée » dans laquelle les pays de la zone euro seraient contraints à respecter les règles du « marché ».

Actuellement, les parlements ne servent qu'à enregistrer les décisions prises par Bruxelles pour les faire appliquer aux peuples européens. Pour la commission européenne ce n'est pas encore assez. Celle-ci « veut obtenir davantage de pouvoir sur la formation des budgets nationaux. La commission veut, en outre, évaluer ces budgets avant qu'ils n'entrent en vigueur » selon le ministre des finances allemand. Merkel et Sarkozy sont chargés de modifier les traités européens en ce sens pour les faire adopter par les gouvernements des 27 pays de la zone euro. On sait pourquoi aujourd'hui l'Espagne, l'Italie, la Grèce sont dirigés par des financiers triés sur le volet.

Il n'y a que la lutte des peuples pour faire reculer l'Europe capitaliste. Et des luttes, il y en a dans tous les pays où le capital sévit. Elles se multiplient et se confortent, en Grèce bien sûr mais aussi en Italie, en Espagne, en Écosse, en Hongrie, en Pologne. Grève générale le 24 Novembre au Portugal, grève dans la fonction publique le 30 Novembre au Royaume Uni, grève également le 30 Novembre dans les services publics de toute l'Europe. Le 8 Décembre, grève dans les services publics en Italie. Le 13 Décembre, action interprofessionnelle en France.

Le chemin est encore long pour vaincre capital, mais la voie est bonne, c'est la seule à emprunter si les peuples veulent garder la main sur leur avenir.

En Espagne aussi

Le 20 novembre, le socialiste Zapatero a passé la main au candidat de la droite, laquelle droite avait passé la main au socialiste Zapatero etc... etc...

En Espagne comme ailleurs, gauche et droite alternent au gouvernement. C'est le moyen de poursuivre la même politique au service du capital et de l'aggraver.

[**www.sitecommunistes.org**](http://www.sitecommunistes.org)